Négatif

Bulletin irrégulier – novembre 2004 – n°3

Lutter sur deux fronts

La défaite en chantant ?

Le malheur des mouvements de contestation actuels, c'est qu'ils en restent à l'écume des problèmes. La plupart d'entre eux critiquent le capitalisme, ou en donnent l'impression, mais aucun ne propose vraiment de rompre avec lui. L'exemple type, c'est évidemment Attac : taxer le capital, ce n'est pas le supprimer. Mais sur tous les sujets – retraites, sécu, école, énergie... – il en va de même : sous couvert de lutter contre le capital, on ne nous propose que des arrangements avec lui. On rêve de l'amadouer, de le domestiquer. Ainsi, on ne se demande pas si c'est non seulement souhaitable mais même possible. Il y a là une perte d'expérience historique fantastique. Et c'est probablement sur ce front-là qu'il est le plus urgent de s'engager : rappeler que l'histoire des compromis avec le capitalisme est longue – en gros, c'est l'histoire du XXe siècle – et qu'elle ne parle pas en sa faveur.

Que faire, en effet, face à ces mouvements : sympathiser avec eux, ou les combattre ? Car il y a là une idéologie bien constituée. Dans l'immense majorité des milieux contestataires, aujourd'hui, les revendications ne donnent pas à imaginer d'autre horizon que celui du retour à une forme antérieure de capitalisme. La plupart du temps, il ne s'agit que de revenir au meilleur compromis en date, celui de 1945.

Prenons les retraites. Pour ceux qui ont participé au mouvement de mai-juin 2003, il s'agissait de contester le projet du gouvernement, de défendre la solidarité entre les générations, et il n'y a rien à redire là-dessus, mais il s'agissait aussi, souvent, de pérenniser le système des Trente glorieuses. Cela, bien évidemment, n'était jamais présenté comme tel – c'est une injure aujourd'hui – mais tout conduit à penser que c'était bel et bien la signification politique de la démarche. La plupart des militants reprenaient en effet les arguments des tribunes les plus critiques de *Libération* ou du *Monde* qui ne proposaient rien d'autre, finalement, que de continuer à partager le *gâteau de la croissance* comme avant. Il ne fut jamais

(suite page 2)

« Confrontation majeure »

Aux grands mots les grands remakes

Si ce n'était pas si drôle on en pleurerait. À deux reprises en l'espace de moins d'un an, la direction de la C.G.T. a mis en garde le gouvernement contre les risques d'une « confrontation majeure ».

La première fois, en automne 2003, il s'agissait de rouler les mécaniques, non pas face au gouvernement, mais pour donner le change à la base, à propos de l'avenir d'E.D.F. On a vu. En juin 2004, alors qu'en de nombreux endroits des employés de cette entreprise renouaient avec des pratiques tranchant avec bonheur sur les stratégies d'embaumement des luttes habituellement programmées par les directions bureaucratiques des syndicats, ces dernières, d'une seule et même voix, se désolidarisaient de ce qu'elles qualifiaient d'« actes de sabotage ». La C.G.T., en poussant de manière honteuse à la reprise du travail, montrait clairement, s'il était encore nécessaire de le faire, de quel côté de la barrière antiémeute elle se situait, n'ayant rien à envier à sa sœur en compromission, la C.F.D.T. Nous connaissons la suite : le gouvernement a pu agir à sa guise.

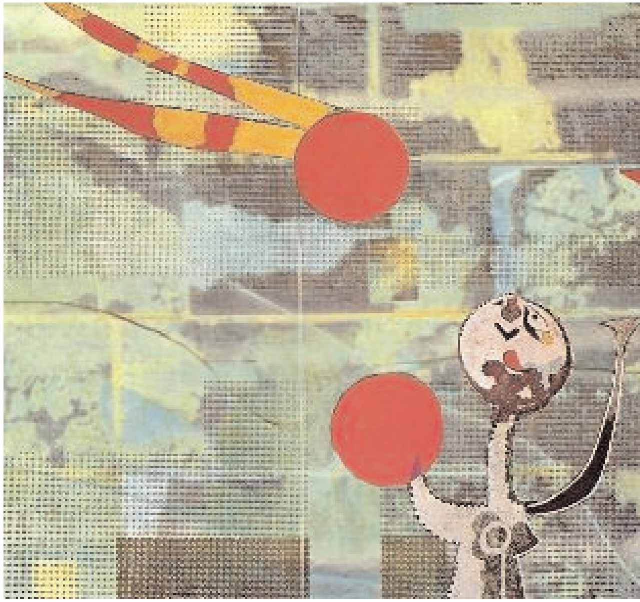
La seconde fois, au début du mois de septembre, il s'agissait de claquer du dentier devant les mesures de restriction du droit de grève, plus connues en novlangue sous le nom de « service minimum ». Ces messieurs des syndicats, après l'appel de la C.G.T. à une « journée d'action » à la fin du mois de novembre, c'est-à-dire trois mois après (on se tord de peur au ministère des Doux Transports), se sont attablés pour un épuisant marathon avec les grands comiques de l'État. On ne connaît pas encore le résultat des courses, mais on attend avec impatience le moment où sera agité le drapeau à damiers.

Il est vrai qu'en ce pays les syndicats ont atteint une taille critique. S'ils peuvent encore jeter assez de forces dans la bataille pour casser un mouvement de grève, comme ce fut déjà le cas au printemps 2003 dans les transports, ou envoyer leurs gros bras castagner les militants révolutionnaires dans les manifestations, ils ne peuvent plus prendre le risque de lancer un mouvement, qu'ils auraient alors plus de mal à endiguer. « Ne pas réveiller le chat qui dort », tel est désormais leur devise.

Comme on les comprend ! ■

Dernière minute : La C.G.T., comme plusieurs de ses petites complices, a signé le 28 octobre avec la direction de la S.N.C.F. un « accord sur l'amélioration du dialogue social et la prévention des conflits ». Après les cheminots, à qui le tour ? Travaillez et baissez la tête, voici le message transmis par tout ce beau monde.

question de s'interroger sur la nature de cette « croissance », ou de remettre en cause, par exemple, le salariat – l'idée de perdre sa vie à la gagner.



On a vu se dessiner le même scénario en 2004. On a contesté avec raison la mystification du « trou de la Sécu », mais on n'a pas remis en cause le productivisme médical, le fait que, dans la santé aussi, il s'agit beaucoup trop souvent de faire du chiffre, de multiplier les actes médicaux, comme si, avant tout, il importait de faire tourner la machine. Le cas du cancer est emblématique : maladie de civilisation, on ne se donne pas les moyens de lutter contre. On se contente de culpabiliser ceux qui fument et boivent, on signale rapidement les cancers professionnels, mais on occulte les autres causes, qui nous mèneraient trop loin... Autrement dit, ce n'est pas seulement le principe de la « réforme » 2004 qu'il faut combattre, mais un système de « soins » qui se contente d'agir au niveau des effets de l'oppression capitaliste – souvent en vain.

On pourrait continuer longtemps, secteur par secteur, lutte par lutte, avec le refus de la décentralisation, le mouvement des intermittents, des chercheurs, le refus de la « réforme » de la Justice, etc. Ou avec l'éducation. De nombreux enseignants pointent avec raison une cause importante du non-enseignement actuel : la massification amorcée dans le secondaire au milieu des années 1970, connue sous le nom de réforme Haby, jamais remise en cause depuis par les « socialistes », alors que les syndicats de l'époque avaient lutté contre. Or, aujourd'hui, on parle plutôt de « massification ratée » (et d'ajouter parfois qu'elle fut ratée « faute de moyens et d'ambition »), au lieu de souligner la nature profondément capitaliste du phénomène. On fait comme s'il y avait eu une massification réussie, celle de Jules Ferry pour aller vite, et une massification ratée, celle du secondaire. On monte en épingle les aspects apparemment positifs de chaque massification (surtout celle du primaire, le fameux « lire, écrire, compter »), que l'on présente comme les effets bénéfiques d'un système que l'on pense rarement comme un tout (l'intégration au capitalisme), mais dont on reconnaît quand même, au passage, les effets négatifs (le bourrage de crâne généralisé, hélas souvent ramené au moralisme et au patriotisme pour la IIIe République). Ce faisant, on ne souligne pas que le premier aspect – « l'instruction » – n'est jamais allé sans le second, du moins jusqu'à aujourd'hui, que *les deux* ont toujours répondu à des impératifs économiques et politiques très précis, à une exigence de contrôle social, et que l'ensemble n'a jamais constitué qu'une mystification de plus en plus sophistiquée. Autrement dit, on se félicite d'une « instruction » et d'une apparence de « démocratisation » qui n'étaient pourtant que des concessions faites à une démocratie de façade, juste après des périodes de crise révolutionnaire, qui constituaient autant de cadeaux empoisonnés que le pouvoir eut la malice d'accorder, parce qu'il savait pouvoir les mettre à profit.

Les choses n'en apparaissent pas moins clairement aujourd'hui, du moins pour l'école de Jules Ferry : « l'instruction » n'a pas empêché d'unifier les consciences dans une fausse conscience nationale, du moins suffisamment pour que la guerre contre l'Allemagne ait lieu, et ce alors qu'il existait un projet de solidarité entre les peuples, de résistance à une guerre perçue comme une affaire de capitalistes. Il faut rendre cette justice au ministre de l'Instruction publique : grâce à lui et à l'école de la République, les poilus ont pu envoyer des lettres à leur famille, souvent dans une orthographe impeccable, avant de crever dans le feu d'artifice de Verdun. Il en va de même, dans le fond, pour l'école de René Haby, même si cela n'apparaît pas encore à ceux-là même qui dénoncent le collège et le lycée « uniques » aujourd'hui : les petits soldats de la guerre économique, employés dociles et consommateurs acharnés, n'ont presque rien appris à l'école, malgré le temps qu'ils y ont passé, mais ils sont heureux d'y être allés, d'avoir été massifiés, démocratisés, *pacifiés*. Pour mesurer le chemin parcouru en trente ans, il n'est d'ailleurs qu'à voir la façon dont on emploie aujourd'hui le mot de « démocratisation » – c'est formidable comme tout se démocratise ! – là où il n'y a que production et consommation de masse.

Chère solidarité, solidarité chère

Que faire, donc, face aux mouvements de contestation qui s'inspirent, consciemment ou non, de tel ou tel compromis historique avec le capitalisme (celui de la IIIe ou de la IVe République, par exemple) ? Un sérieux dilemme se pose à ceux qui ont pris conscience des multiples formes de l'oppression, et notamment qui ne veulent pas épargner l'État dans leur dénonciation du Capital. Faut-il se contenter de condamner ces illusions, et refuser de participer à la mascarade, ou faut-il accompagner ces mouvements, avec l'espoir de les faire évoluer ? Quel risque préférer : celui de s'isoler, de

s'enfermer malgré soi dans une tour d'ivoire, ou celui – souvent minimisé mais bien réel – de se faire récupérer, de se mêler à la masse d'une opposition aliénée et ainsi de ne pas réussir à faire entendre la critique ?

À proprement parler, il n'y a là aucune alternative véritable. Pourtant, dans nos pratiques, nous faisons tous, assez souvent, un « choix » de cet ordre. Nous méprisons tel mouvement, par trop aliéné (celui des chercheurs par exemple). Nous participons à tel autre, parce qu'il nous semble normal de l'accompagner (contre la réforme de la Sécu). Autrement dit, d'un côté il y a la tentation de renvoyer dos à dos le gouvernement-Medef et l'opposition qu'on voit se former, une opposition aliénée, une opposition qui ne remonte pas aux racines du mal (qui fait donc courir le risque de reproduire l'oppression sous d'autres formes, en soutenant des alternatives qui n'en sont pas) ; de l'autre côté, il y a l'envie de sympathiser avec ceux qui luttent, de voir dans leur opposition une prise de conscience authentique, au moins un début, même si l'on sait les pesanteurs qui pèsent sur chacun d'entre eux – chacun d'entre nous – et qui font que l'accord qui nous unit est largement illusoire. On oscille parfois entre les deux, mais on adopte rarement une autre position.

Pour reprendre les termes d'un article paru dans *Négatif* numéro 2 : faut-il, entre deux maux, choisir le moindre ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit, lorsqu'on décide de défiler dans la rue. Faut-il distinguer un moindre mal, quand on est convaincu qu'il s'agit là d'une vue de l'esprit, que l'opposition participe souvent de ce qu'elle dénonce, que ce mal n'est « moindre », la plupart du temps, que dans la mesure où il est porté par des gens qui ne disposent pas du pouvoir, ou d'un pouvoir moindre ? Faut-il distinguer un moindre mal, quand on sait que ce n'est pas le même, par exemple, selon le « camp » où notre histoire individuelle ou familiale nous a placés – notamment que le moindre mal c'est, pour les uns, l'État (souvent à travers la figure de l'État « providence »), pour les autres la « libre » concurrence ?

En fait, le danger est peut-être dans la façon dont on pose le problème. On peut avoir envie de soutenir la lutte des agents d'EDF, parce qu'on ne se fait aucune illusion sur les causes et les conséquences du changement de statut de l'entreprise, et en même temps avoir envie de leur rappeler que celle-ci, toute « publique » qu'elle soit, n'en mène pas moins une politique parfaitement capitaliste… C'est probablement là la réponse : il faut lutter sur tous les fronts *à la fois*, à partir du lieu et du milieu où l'on se trouve, contre tous les appareils et leur idéologie. Mais il est difficile de pratiquer une solidarité *réelle* avec les mouvements sociaux *en même temps* que la dénonciation juste et précise de leurs illusions – dénonciation qui devrait constituer la condition *sine qua non* de toute participation. C'est pourtant nécessaire, et c'est un art que cette lutte sur tous les fronts : il y a une forme à trouver pour la réussir au mieux ; on risque souvent de tomber d'un côté ou de l'autre, et de prêter le flanc à l'accusation, sommaire dans la forme mais pas toujours dénuée de fondement, de « faire le jeu » de l'ennemi. C'est dans la pratique que l'on peut dépasser le dilemme, que l'on peut éviter la récupération de « l'abstention » aussi bien que de la « participation », fussent-elles critiques. Ce n'est d'ailleurs pas autre chose que recherchent ceux qui distribuent des tracts violemment polémiques dans les manifs – ou que nous recherchons, à *Négatif*, quand nous y diffusons le dernier numéro. Reste à réussir vraiment, à chaque fois, une telle lutte *sur tous les fronts*. Reste toujours à trouver la forme, juste et nécessaire, pour que la solidarité soit critique, et s'accompagne d'une critique de la solidarité. Cette forme d'action, c'est à nous tous de la chercher, pour que cette solidarité ne soit plus un réflexe qu'on attend de nous, quelque chose d'extérieur qui s'imposerait *a priori*, mais un projet.

Laurent ■

Une marchandise comme les autres

La santé est-elle une marchandise ?

Il est beaucoup question ces temps-ci du sauvetage de la Sécurité sociale, miettes d'un État-providence qui a déjà vécu.

L'industrie de la santé est un secteur très lucratif, comme en témoignent les récentes acquisitions-concentrations dans l'industrie pharmaceutique (la fusion Sanofi/Avantis en mars 2004, qui a donné naissance au n°3 mondial de l'industrie pharmaceutique). Et pour vendre du médicament, cette industrie crée en permanence de nouveaux besoins chez des consommateurs gavés qui ne peuvent plus vivre sans leur ration quotidienne, mettant ainsi en crise durable un système de santé devenu trop coûteux. La Sécurité sociale devient-elle une limite à l'extension sans fin du marché ? Alors elle doit disparaître.

Dans un monde qui se donne plus que jamais comme une immense collection de marchandises, la santé ne peut être elle-même qu'une marchandise.

Pour parier sur la vie plutôt que sur la survie généralisée,

fin des rapports marchands,

abolition de l'argent.

Alors nous aborderons au point de renversement du règne tyrannique d'une économie devenue monde. ■

Quand c'est la pub qui le dit…

« Le médicament, il nous apporte plus que la santé » a-t-on entendu tout le mois d'octobre sur les ondes d'une radio de « service public ».

Peut-on être plus clair ? Le médicament, c'est autre chose que la santé. Dans cette campagne des entreprises du médicament, les commentaires sont éloquents : c'est une vraie industrie, qui exporte et crée des emplois, c'est une activité de haute technologie, une source de croissance économique, c'est un marché en progression constante. ■

Essai de critique pratique

> Cette vie est un hôpital où chaque malade est possédé du désir de changer de lit. Celui-ci voudrait souffrir en face du poêle, et celui-là croît qu'il guérirait à côté de la fenêtre.
>
> Baudelaire

Notre incapacité à agir pratiquement pour changer nos conditions de vie est liée à notre incapacité à comprendre comment fonctionne la domination. Seule une compréhension totale et globale de cette domination marquée par le règne de la séparation peut nous conduire sur les chemins de la liberté.

Des hommes désarmés

Politiquement et socialement, les trente dernières années se caractérisent par un désarmement continuel des individus susceptibles de lutter contre l'ordre social capitaliste.

Au niveau culturel, le renforcement des dispositifs techniques a permis la diffusion d'une culture de masse sous laquelle la réalité sociale disparaît. Parmi ces dispositifs techniques, les médias jouent un rôle déterminant. En enfermant les individus dans l'immédiateté, en les coupant de leur propre histoire, ils les rendent incapables de saisir le processus historique aboutissant à la réalité sociale du moment présent. Nous vivons dans un monde de fiction permanente parce que la parole manipulée et instrumentalisée rend le mouvement réel du monde indéchiffrable.



Au niveau social, c'est l'éclatement du travail qui aura eu raison de la résistance des travailleurs insoumis. Ce que l'on appelle la crise, mais qui n'est en fin de compte que la marche normale du capitalisme au regard de l'histoire, a provoqué des mutations importantes. La transformation du travail : fin du plein emploi, temps partiel, travail intérimaire, a eu pour effet de briser les solidarités qui pouvaient exister entre les travailleurs. Le règne de la séparation renvoie ainsi à la solitude de l'individu écrasé par son travail et incapable de voir dans sa propre expérience de l'exploitation celle de ses semblables.

Les progrès technologiques rendent le travail encore plus étranger et plus abstrait. Il n'est pas rare aujourd'hui que des composants soient fabriqués en Europe pour être assemblés à la périphérie (Europe de l'est, pays du sud), rendant ainsi toute perception d'ensemble du processus du travail qui en découle difficile.

La remise en cause des statuts encadrant le travail, notamment dans la Fonction publique, semble être le dernier avatar de nouvelles conditions de survie dans un milieu où la violence la plus brutale se précise toujours un peu plus. Le stade ultime d'un capitalisme acculé à la destruction et la décomposition pourrait être la mise en concurrence généralisée des individus, laquelle serait impossible sans cadre défini. Le capitalisme passe finalement pour ce qu'il n'a jamais cessé d'être : une vaste escroquerie

Le chantage à l'emploi auquel se livrent maintenant les classes dirigeantes montre à quel point la concurrence vaut au niveau mondial. Désarmés, nous sommes en plein désarroi alors que nous avons besoin plus que jamais de retrouver un internationalisme qui soit au fondement de notre solidarité dans la lutte sociale réelle et effective. Car seule l'expérience de notre exploitation commune, seule la prise de conscience du fonctionnement de la domination à l'échelle de l'individu, du groupe et du monde pourrait servir de base à un nouvel internationalisme.

Ceux qui agissent pour la reproduction de la séparation, ceux-là doivent être considérés comme nos ennemis. Et il faut y inclure les dispositifs techniques tels que les médias au sens large, l'appareil d'État ou les organes servant de courroie de transmission de l'État dans la société, à commencer par les partis politiques et les bureaucraties syndicales. La lutte contre l'organisation hiérarchique du pouvoir, à la fois comme mode de pensée et comme mode d'action, est le premier des combats à mener car c'est un combat pour la liberté de penser et d'agir librement.

La question de l'organisation est un vrai problème. Mais il ne peut être réglé que par ceux qui ressentent la domination et l'oppression jusque dans leur chair. Cela passe par le développement d'une conscience commune des enjeux et de l'intérêt commun à se regrouper pour lutter. Seule une pratique critique peut ouvrir la voie, une critique qui concernerait à la fois le capitalisme lui-même, mais aussi nos propres conceptions de la lutte sociale et politique.

Any where but out of the world

Il faut se défaire d'une idée qui a conduit toute tentative révolutionnaire à la faillite – celle qui consiste à penser que des réformes, ou des avancées dans le cadre du capitalisme, peuvent nous faire progresser vers une rupture avec l'ordre social capitaliste. Les réformes interviennent dans les moments de crise, mais elles servent toujours à redéployer et à renforcer la domination. Après Mai 68, les réformes marquent la fin de la poussée révolutionnaire, son reflux.

Il faut se débarrasser d'une autre idée – celle qui consiste à penser que la lutte n'est possible que dans le cadre du droit, de l'État et de l'économie capitaliste. Nos destinées sont exactement encadrées par ces trois piliers de l'ordre social capitaliste. Penser que nous pourrions vivre autrement dans ce cadre est une pure illusion. La rupture révolutionnaire avec l'ordre établi n'est donc pas seulement une modification des rapports sociaux dans le domaine du travail, elle se marque aussi par l'invention de nouvelles formes de vie, par la libération de la créativité humaine, par le développement d'autres valeurs que celles du progrès et que le règne de la quantité.

L'échec du mouvement révolutionnaire tient aussi à la non prise en compte d'un élément déterminant : le capitalisme n'est pas uniquement un mode d'organisation de la société, c'est aussi une conception du monde. C'est en rompant avec cette dernière que nous découvrirons l'idée de révolution dans toute sa radicalité.

Pour perdre son temps, c'est-à-dire pour le gagner – il y a fatalité.

Pour prendre son temps, s'emparer de l'instant présent – il y a la violence qu'un être se fait à lui-même pour s'extraire de la masse.

Nous aurons raison de tout. Et d'abord nous commencerons par l'essentiel – le travail. ■

L'île aux esclaves

En 1833, le « **citoyen André** », un avocat sympathisant de la cause ouvrière, singe « la voix des monopoleurs égoïstes qui du haut de leurs trésors entassés crie avec insolence » :

« Vous êtes nés pour travailler et pour ne gagner en travaillant que ce qui est strictement nécessaire au soutien de votre existence, nous vous regardons comme une *machine à bras*, que nous employons lorsque nous y trouvons notre intérêt et que nous mettons de côté lorsque notre intérêt l'exige aussi ; quand vos forces sont tant soit peu usées, nous ne nous servons plus de vous, nous vous laissons vous anéantir de vous-même, nous ne regardons pas comme le fruit de vos services la fortune qui nous procure tant d'avantages, tant de jouissances ; (...) estimez-vous très heureux d'être placés sous notre puissant patronage, encore qu'il ne puisse vous garantir d'une misère affreuse après de longues années d'un travail qui n'a profité qu'à nous seuls ; misère, dont le terme aura lieu dans un hôpital, sur un lit de mort et sans consolations. » ■

Grand peur et misère de la social-démocratie

Un spectre hante la social-démocratie – l'Anarchie. Au milieu du mois de septembre, dans un des plus beaux fleurons de la presse télé de quâlité, le camarade **Michel Rocard** met en garde ses amis contre ce fléau, le seul à pouvoir menacer aujourd'hui la quiétude de la bourgeoisie :

Quand le Parti socialiste (SFIO) naît en 1905, la République est installée. Aucun de ses dirigeants n'a véritablement attaché à son nom la légitimité du combat démocratique, contrairement à ceux des autres partis sociaux-démocrates européens qui, eux, ont risqué la prison dans le double combat social et démocratique. Le résultat est que la SFIO, ne s'adossant qu'à la question sociale, a recueilli peu d'adhérents. C'est que, pendant vingt ans, après la Commune, la classe ouvrière a été totalement décapitée et le patronat s'est conforté dans l'idée qu'il n'avait plus de partenaires et qu'il pouvait faire ce qu'il voulait. Rien d'étonnant à ce que la CGT, née en 1895, ait voulu « casser le système » et ait répondu par un acte de divorce, qui est la charte d'Amiens (1906). Ce choix de l'autonomie syndicale et du refus du politique a entraîné des conséquences néfastes pour la suite. Les syndicats n'ont pas fait leur apprentissage des responsabilités et n'ont pas su combattre dans leurs rangs l'anarcho-syndicalisme. Cette obstination a engendré des scissions syndicales multiples : confessionnelles, politiques et catégorielles. Aujourd'hui, l'option révolutionnaire ayant heureusement disparu, il n'y a de réponses aux problèmes contemporains que par la social-démocratie mondiale. À condition de ne pas laisser croire à l'autosuffisance des marchés pour régler nos sociétés. Il faut redonner à la social-démocratie sa dimension humaniste. ■

Sortir de la logique du capital

Jusqu'à nos jours et partout dans le monde, le capital a finalement toujours vaincu grâce à sa capacité de faire triompher sa logique propre. Par le biais des formations politiques, des médias et de la publicité, les classes dominantes imposent leurs mots, leurs concepts, leurs problématiques. Ainsi, dans la glu de cette logique comme dans la réalité du monde, il n'y a plus d'ailleurs, plus de refuge. Les « Îles Fortunées » se sont reconverties en paradis fiscaux.

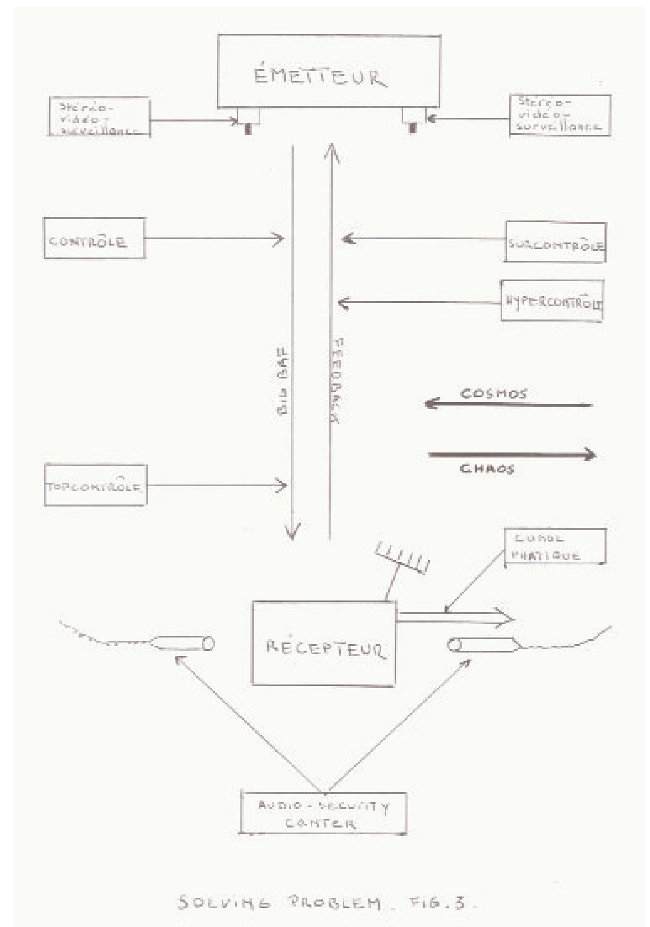
Le capitalisme n'est pas un moyen dont se serait dotée la société pour assurer l'essentiel. Il colonise l'ensemble de la vie sociale, il s'immisce dans tous les interstices de la vie privée. De plus en plus visiblement, le maintien de sa domination implique une organisation totalitaire de la société. Il entraîne dans son sillage nauséabond la planète tout entière et ceux qui l'habitent. Lorsqu'il éructe, ce sont des millions de personnes jetées à la rue ; lorsqu'il vomit, c'est la guerre, avec ses monceaux de cadavres. Plus que jamais, il nous agresse à chaque instant, vole notre temps, déchire des vies.

Le capitalisme est strictement étranger à toute forme de considération pour les individus qu'il emploie ou abandonne le long de la route. Que représente d'ailleurs pour lui un individu dont les rêves, les besoins et le cas échéant la survie viennent interférer dans la libre circulation de la marchandise ? Un obstacle. Les capitalistes ne sauraient déroger à cette logique sans se mettre en péril. Ils n'acceptent de lâcher du lest, notamment en matière salariale, que lorsqu'ils le peuvent, ce qui leur permet d'acheter la paix sociale. La période qui va de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années soixante-dix est l'un de ces moments, mais il est l'exception. La règle, celle que nous connaissons aujourd'hui par cœur, c'est la violence sociale à l'état brut.

Toute forme de contestation qui ne parviendra pas à opposer à la logique du capital sa propre conception du monde se condamnera soit à l'impuissance, soit à la complaisance à l'égard d'un système auprès duquel elle jouera le rôle de boîte à idées. Il est en effet reposant pour beaucoup de se dire que, faute de pouvoir agir sur les causes, on peut au moins tenter d'adoucir les effets. Les plus sincères d'entre eux verront leurs illusions broyées par l'implacable logique du capital. Les autres se feront sans doute offrir un strapontin du côté de Davos, après avoir paradé dans tous les « forums sociaux » de la planète. Parmi ces derniers, qui considèrent que « révolution » est un gros mot, ils sont pourtant nombreux à avoir milité dans des partis ou organisations qui ont contribué à le salir au XXe siècle.

Les derniers mouvements sociaux ont montré qu'il existe un mécontentement profond. Le fait qu'ils n'aient pas su dépasser les simples revendications de circonstance est certainement en grande partie responsable de leur échec. La seule façon d'éviter les missiles du capital n'est pas d'essayer d'en corriger la trajectoire, mais d'en tarir la source. Il est possible, encore aujourd'hui, de créer une dynamique libératrice. Nous tous qui souhaitons ouvrir une brèche dans l'ordre ancien, mettons-nous à parler et à agir selon nos convictions. Sinon, quand le ferons-nous ? Finis les consensus mous ! Finies les parlottes avec les syndicalistes de trop bonne compagnie ! Dénonçons systématiquement toutes les manipulations. Il ne faut pas craindre d'enfoncer des coins dans les belles unités de façade. Favoriser l'éclosion des mouvements sociaux et y participer lorsqu'ils se produisent ne signifie pas rester à la traîne des réformistes sous prétexte qu'il ne faut pas effrayer les masses.

Et peut-être, un jour, pourrons-nous accrocher nos rêves aux « nuages qui passent... là-bas... là-bas... les merveilleux nuages ! » ■



Vous voulez recevoir le prochain numéro (ou un ancien) par courrier électronique ?

Contact : georges.ouden@caramail.com